

La Troisième Gauche Verte existe ...
Penser et Vivre la politique autrement

Par Daniel Cohn-Bendit

Les amateurs de manifestes théoriques, de kits idéologiques ou de catalogues de concepts vont être déçus. Ce texte n'est pas le petit livre vert de la troisième gauche. Vous n'y trouverez aucun prêt-à-penser dogmatique : au contraire le premier état des lieux d'une réflexion en cours, qui en est encore à ses débuts et qui a bien l'intention de prendre le temps de mûrir car elle porte sur des sujets essentiels, complexes, et, souvent, nouveaux. Depuis six mois, en effet, je travaille avec un petit groupe d'amis et de chercheurs autour des enjeux qui sont pour nous ceux de la TGV : la Troisième Gauche Verte. Après la période intense des élections européennes, j'avais besoin de me poser. De faire ce que trop peu d'hommes politiques font : consulter, réfléchir, lire. Je voudrais donc avant tout aujourd'hui commencer à vous livrer cette réflexion et vous inviter à participer aux questionnements qu'elle soulève. La troisième gauche, dans mon esprit, c'est d'abord cela : un véritable espace de débat dans notre société qui en manque cruellement.

L'émergence d'une nouvelle réalité politique : la troisième gauche verte

Cet OPNI, Objet Politique Non Identifié, a déjà fait couler beaucoup d'encre. Si le terme de troisième gauche verte peut être discuté, la réalité politique qu'il recouvre, elle, est indiscutable. Elle s'est clairement exprimée au cours des élections européennes. Dans les chiffres bien sûr : 10 % réalisés sur l'ensemble du territoire pour la liste des Verts, avec des pointes à 15 ou 20 % dans les centres urbains. Mais aussi, dans les réactions sur le terrain. L'écho qu'a rencontré notre campagne, auprès des jeunes en particulier, a bien montré qu'il est urgent de faire évoluer la pratique politique. De l'adapter à l'attente de manières de faire et d'être qui soient vraiment en rupture avec les fonctionnements partidaires classiques et par conséquent, avec notre propre fonctionnement. Certains espèrent cette réalité éphémère. Il dépend de nous tous qu'elle devienne une force politique durable et de ce fait incontournable, ancrée au cœur de la gauche : son aile novatrice et décapante. La TGV n'est ni à la gauche de la gauche ni à la droite de la gauche. Elle est tout simplement devant.

Résolument de gauche mais différemment : généalogie de la TGV

Si nous avons longtemps été les seuls à livrer le combat écologique et environnemental, il est clair pour nous que celui-ci n'est pas et n'a jamais été le seul combat à livrer. C'est au nom de ces autres combats que nous nous situons à gauche, avec en premier lieu le combat pour la solidarité et contre toutes les formes d'exclusion qui seront encore la première urgence dans les années à venir.

Ce n'est pas moi qui ai parlé le premier de troisième gauche mais le chercheur Zaki Laïdi et l'idée qu'elle se place ainsi dans le sillon de la deuxième gauche me plaît bien sans pour autant récuser mon passé libertaire : un désir de liberté, une détermination volontariste et un sens de la révolte contre l'inacceptable, que ce soit au Kosovo ou en Tchétchénie. La deuxième gauche a donc été, à ses débuts, un formidable laboratoire d'idées, avec notamment le Parti Socialiste Unifié (PSU) et ses clubs de réflexion. Elle a fait avancer beaucoup de sujets qui sont cruciaux aujourd'hui comme la ville ou le rapport au travail.

Nous saurons aussi retenir les leçons de ses échecs : la troisième gauche n'est ni destinée à se dissoudre dans le PS pour devenir un vulgaire courant partidaire ni destinée à constituer une simple écurie pour la course à la présidentielle... L'origine deuxième gauche me semble également importante pour prouver que l'éthique est possible en politique. Le mouvement libertaire et les dissidents du PSU ont été l'honneur d'une gauche dont un des partis réprimait dans le sang la volonté d'indépendance du peuple algérien pendant que l'autre applaudissait les chars russes écrasant la révolution des travailleurs hongrois.

Comment penser aujourd'hui la spécificité de la troisième gauche par rapport à la deuxième? Tout d'abord, et cela est capital, le monde a profondément changé depuis maintenant dix ans. Deux événements majeurs ont eu lieu : la chute du Mur de Berlin et l'intensification de la globalisation économique et financière. C'est l'interaction entre ces deux événements qui bouleverse encore

aujourd'hui notre regard sur le monde.

Le capitalisme a changé de nature. Il repose sur l'information plutôt que sur l'industrie, sur la globalisation des marchés plutôt que sur l'accumulation à l'échelle nationale, sur le profit par actions plutôt que sur les économies d'échelle réalisées par la production de masse. Ce nouveau capitalisme n'est ni systématiquement bon -comme le pensent les néo-libéraux- ni systématiquement négatif, comme l'estime la vieille gauche. C'est un système radicalement ambivalent. Cette ambivalence, il faut l'assumer. Parce qu'il s'appuie fondamentalement sur la valorisation des savoirs et la qualification accrue des citoyens, ce système peut tirer nos sociétés vers le haut. Dans ce nouveau système, les nouvelles technologies de l'information constituent à priori un atout.

Mais ne nous faisons pas trop d'illusions. Ce système présente aussi des traits extrêmement préoccupants sur le plan éthique, économique et culturel. C'est un capitalisme financier beaucoup plus dur que le précédent. Il valorise très nettement les détenteurs de créances au détriment des salariés ; il favorise la rentabilité financière à court terme par rapport à l'investissement à long terme ; il exige une rémunération des actionnaires de plus en plus exorbitante, qui place les entreprises dans des situations parfois intenable. Parce qu'en raison de la concurrence, les entreprises ne peuvent jouer ni sur le prix de l'argent ni sur le prix de leurs produits. Elles sont amenées à jouer sur une seule variable, celle des coûts et donc des coûts salariaux. Il faudrait donc lancer une vaste réflexion critique sur le niveau exorbitant des rendements financiers imposés aux entreprises, plutôt que de s'en prendre aux entreprises qui subissent ce jeu mondial. C'est un débat d'une extrême importance sur lequel les citoyens européens peuvent faire avancer les choses.

C'est d'ailleurs cette dimension mondiale des enjeux qui crée une coupure entre deuxième et troisième gauche. La deuxième gauche prônait un réformisme dans le cadre national ; et comme la social-démocratie, elle entrevoyait les solutions à l'échelle nationale. Aujourd'hui, le défi pour la troisième gauche est d'une certaine manière beaucoup plus vaste et beaucoup plus difficile. Elle doit affronter l'hégémonie culturelle du néo-libéralisme, l'érosion du cadre national en tant que cadre des compromis sociaux, l'entrée en compétition des systèmes sociaux dans la compétition mondiale. Le nouveau capitalisme dont la puissance a été alimentée par l'effondrement du communisme, modifie profondément les formes et l'échelle d'action du politique. Il rend de ce fait plus que nécessaire la construction de la TGV.

Si la troisième gauche verte et libertaire marque la société française comme la deuxième gauche l'a marquée, nous aurons réussi notre pari. Non, toutes les façons d'être de gauche ne sont pas bonnes à prendre, et si la TGV tient à s'affirmer de gauche, c'est dans la filiation d'une certaine gauche vraiment démocratique et radicalement innovante. Dans cette perspective, je lui vois au moins quatre grands défis.

Premier défi : assumer la responsabilité de la durée ... pour la réhabilitation du long terme en politique

La moitié des gens qui ont voté pour notre liste aux européennes ont voté vert pour la première fois. Autour de moi, beaucoup d'amis qui sont dans ce cas ne voient pas très bien l'utilité d'une troisième gauche qui se proclame verte. Cela me paraît pourtant essentiel : non pas pour qu'elle se replie sur le parti des Verts mais pour qu'au contraire elle l'amène à s'ouvrir et à se déployer. Cette jonction entre les verts, les héritiers d'une certaine gauche, non verte, ou non organisée en partis et une jeune génération politiquement ouverte est de toute évidence la condition nécessaire à l'émergence d'une force qui compte dans le paysage politique et influence le cours des événements. Or, cette jonction ne se fera que si nous prenons la véritable mesure de l'apport de l'écologie politique. Au-delà d'une meilleure prise en compte des questions d'environnement, l'écologie politique - et c'est ce que je mets sous le mot Vert - a posé au centre de sa pensée le développement durable, c'est-à-dire un rapport complètement nouveau au Temps. Dans le face à face traditionnel entre les acteurs économiques et les politiques progressistes, entre le libéralisme pur et la gauche, s'opposaient deux temps. D'une part, le temps rapide de l'efficacité économique : ce qu'on appelle le retour sur investissement et qui produit les conséquences d'horreur économique que l'on sait. D'autre part, le temps long du projet de société qui finissait par dénier au marché tout rôle dans les mutations sociétales. Entre ces deux temps, l'écologie politique a permis de faire émerger une dimension fondamentale de la vie et de la civilisation : celle de

l'impact à long terme des activités humaines. Aujourd'hui et demain ne s'opposent plus car demain, ça commence aujourd'hui ! C'est bien ce qu'on comprend quand on prend conscience que nos déchets nucléaires seront encore dangereux dans des centaines de milliers d'années ou que ce qu'on donne à manger actuellement aux veaux aura des conséquences pour notre santé dans quarante ans. Cette responsabilité de la durée est nouvelle. Elle sera la grande affaire des hommes du XXIème siècle.

Un concept comme celui du principe de précaution est né de l'écologie politique. La gauche traditionnelle l'a adopté mais elle n'en mesure pas tout le potentiel, et aura certainement tendance dans les années à venir à le réduire à l'idée d'un simple délai : le délai nécessaire pour accepter passivement des évolutions mal maîtrisées. Dans une société de risques, où l'alliance de la science et du marché aggrave chaque jour davantage l'insécurité, ce sera donc à la troisième gauche verte de faire évoluer ce concept et certainement de le poursuivre sous d'autres formes tant la révolution culturelle qu'il recouvre est importante. Ce sera aussi à elle de stimuler, sur ces sujets, le débat avec la gauche classique. A nos yeux, le principe de précaution est absolument fondamental et n'a pas vocation à rester circonscrit aux risques environnementaux liés aux technologies. Il doit s'appliquer aussi à l'ensemble de leurs conséquences pour l'homme et sa vie en société. La logique de rendement de l'économie de marché doit être ordonnée et structurée par une logique de précaution et de responsabilité. En ce sens, nous contestons le principe de rentabilité des marchés comme seul critère d'efficacité économique et sociale.

Deuxième défi : dépasser la politique binaire ... pour une vision ternaire du politique

Cet enjeu de la durée, la gauche - y compris dans sa version deuxième gauche -, est jusqu'à maintenant passée à côté. Les mouvements écologiques ont longtemps été seuls à l'intégrer. Il est, d'une certaine manière, typique de faire sauter des confrontations que les progrès techniques et les évolutions sociales ont rendu inopérantes. Sur bien d'autres sujets, un tel dualisme est devenu stérile. Les vieilles oppositions ne fonctionnent plus : l'Etat contre le marché, la liberté individuelle contre le lien social... Dans une société qui fabrique de l'exclusion, tout individu veut désormais être à la fois libre et relié aux autres. La médiation froide du marché que l'on oppose parfois de manière partisane aux "solidarités chaudes" a indéniablement permis à l'individu de se libérer de maintes tutelles traditionnelles. Ainsi, le marché en modelant à sa manière l'individu a créé son propre mode de lien social. C'est pour cela que tout le monde (ou presque) s'accorde à reconnaître la valeur du marché, son dynamisme et sa capacité de libérer l'innovation et du même coup, la nécessité de sa régulation. Le problème est qu'à partir de ce constat majoritaire, dans l'ensemble du champ politique, les idées restent actuellement à l'état embryonnaire et la pratique politique qui devrait à fortiori en résulter est encore inopérante.

Ce que propose la troisième gauche verte - un peu plus armée théoriquement que les autres - c'est d'exploiter pleinement ce moment fondateur et d'être vraiment créatif. Bonne nouvelle, tout est à inventer ! A nous de trouver comment maîtriser le marché pour qu'il continue à répondre à la diversité des besoins individuels sans produire des inégalités excluantes et sans tout envahir : dans des domaines comme la culture, l'éducation ou la santé, son rôle doit être clairement limité, voire annulé. A nous de rendre l'individualisme contemporain, généreux et vraiment libre. Notre conviction est que pour ça, il faut commencer par rompre clairement avec certains réflexes confortables et accepter d'être à la hauteur de la nouveauté des situations. Sur la nouvelle donne entre Marché et Etat par exemple, il faut trouver les moyens de contrôle du politique sur l'économique, mais il faut aussi avoir le courage d'accepter le fait que l'Etat ne peut pas tout et surtout, ne doit pas tout. Au lieu de refuser un tel débat pour de pures raisons idéologiques comme la gauche traditionnelle l'a fait au moment de l'affaire Michelin, obligeant Lionel Jospin à revenir en arrière, il faut absolument se demander si cette formule n'est pas au fond une chance pour regarder l'action publique autrement : moins dans une logique de protection que dans une logique de responsabilisation. Moins dans une série de face à face - entre l'entreprise et l'Etat, entre l'Etat et ses administrés, entre l'entreprise et ses salariés - que dans des trios de discussions qui incluent l'ensemble des acteurs sociaux. Entre l'Etat et le marché, il peut y avoir les consommateurs ; entre les municipalités et les entreprises, il y a les associations de défense de l'environnement ou de l'emploi. Enfin, entre l'Etat et les entreprises, il y a les salariés et les syndicats. Face à la mondialisation, le syndicalisme, malheureusement divisé et affaibli, se doit de trouver une nouvelle stratégie à l'échelle de la planète... Cela s'appelait dans le temps l'internationalisme. Face au pouvoir des multinationales, il faut imposer une représentation paritaire transnationale des salariés

dans les conseils d'administration. Une nouvelle donne de la globalisation nous interpelle et oblige les syndicats, ouvriers ou agricoles, les associations diverses et les partis politiques de gauche à réinventer des formes de mobilisation sociale. Seattle n'était qu'un début. L'espace public mondial qui s'y est révélé devient un espace de référence pour toute nouvelle ingérence sociale, écologique et humanitaire.

Porter ce nouveau regard sur les choses et se mettre à chercher des solutions en rebattant les cartes, c'est faire de la politique en trois dimensions, c'est-à-dire en finir avec la politique manichéenne, qui sait toujours et par avance de quel côté il faut se placer. Notre conception d'une intervention réformatrice vise à repenser l'action sociale dans sa globalité. C'est pour cela que nous ne devons pas laisser au patronat l'idée d'un nouveau contrat social qui en fait, pour exister, devrait déboucher sur un contrat environnemental qui justement doit dépasser l'idée classique du social. Ainsi, nous engageons notre responsabilité pour l'environnement et donc, pour l'avenir. Tous les vrais sujets actuels rendent obsolète la vision binaire classique. La mondialisation, bien sûr, qui suscite louanges ou diabolisations, mais rarement débats. Mais aussi la question de la souveraineté (le clivage national / éthique doit être dépassé), ou celle des retraites (le clivage répartition / capitalisation s'essouffle), ou celle de la drogue (le clivage légalisation / répression n'est plus pertinent), ou celle de la mobilité (le clivage transport individuel / transport collectif est inopérant) ...

Et prendre le risque du compromis

La posture que nous devons inventer, loin des tabous idéologiques et des procès en sorcellerie, doit par conséquent être pragmatique et ouverte. Elle repose sur un vrai sens du concret car la politique débouche toujours sur des questions pratiques : ce qu'on mange, ce qu'on donne à étudier aux enfants, ce qu'on met sur les coques des bateaux pour les rendre plus étanches...

Elle nécessite aussi une certaine capacité d'écoute. Etre ancré à gauche ne veut pas dire être incapable de dialoguer avec une partie de la droite ou du patronat. D'une façon générale, il faut être capable d'écouter des hommes et des femmes venus d'autres horizons politiques s'il s'agit de mener des actions concrètes et de défendre des causes comme la protection de l'environnement, l'urgence humanitaire, la défense des droits de l'homme ou l'espoir européen. Le symbole de ce nouvel état d'esprit restera toujours pour moi la réconciliation de Sartre et Aron pour défendre les boat people vietnamiens, la fraternité qui s'est exprimée, dans les années 80, avec les restos du coeur et les grands concerts de SOS racisme. Une telle souplesse est tout sauf un consensus mou. Elle est au contraire toujours risquée. C'est ce que j'appelle le risque du compromis. On y perd sa pureté idéologique pour se frotter au réel de l'action et de l'efficacité. C'est précisément la lucidité que n'ont pas eue dernièrement les députés d'extrême-gauche au moment où la question de la taxe Tobin a été posée au Parlement européen. Cette question est essentielle puisqu'elle touche à l'élément déterminant de l'économie de marché : les flux financiers. Là, on est typiquement devant une idée de mode de régulation. Pour que le débat ait lieu, il fallait une majorité. Or, six voix ont manqué pour en constituer une. En plus de celle de Robert Hue, qui était absent, les cinq voix manquantes appartenaient au groupe d'Arlette Laguiller et d'Alain Krivine. Dans le camp gauchiste, débattre d'une loi destinée à taxer les flux financiers, c'est encore faire trop de concessions au capitalisme... Si le courage de dire non est essentiel dans l'engagement politique, la posture du refus me paraît être la plus stérile et la plus archaïque. Je mets le risque du compromis sur un axe diamétralement opposé...

Troisième défi : permettre une véritable autonomie ... pour une démocratie des individus

Enfin, au centre du travail mené par la troisième gauche verte, se situe la refonte des conceptions classiques sur l'individualisme. Il est courant, à gauche surtout, de déplorer la montée de l'individualisme, synonyme de toutes les formes d'égoïsme et de repli. Je crois depuis longtemps - et le monde actuel m'en convainc de plus en plus - que les choses sont un peu plus compliquées, et qu'il ne faut pas jeter l'individu et ses aspirations à la liberté avec l'eau du bain des excès individualistes. Je me battrais toujours contre la main-mise de la société sur la vie de chacun. Or, aujourd'hui, cette main-mise reste grande, et des tas d'éléments de ce qui fait notre vie échappent à notre maîtrise. La question alimentaire est l'exemple le plus parlant : chacun doit pouvoir contrôler ce qu'il mange. Mais c'est la même chose pour toutes les autres dimensions de la santé, de l'éducation, du rapport au travail, des mœurs, de nos orientations sexuelles... Nous devons avoir

le droit de vivre non seulement avec qui nous voulons bien sûr, mais aussi de la manière que nous le souhaitons : en travaillant beaucoup si nous créons une entreprise, en reprenant même l'idée d'Autogestion et d'entrepreneurs collectifs, en travaillant moins si nous voulons nous occuper de nos enfants, en alternant travail et formation, en continuant à travailler avec des horaires allégés jusqu'à soixante dix ans. La manière dont notre société est organisée actuellement ne permet pas cette personnalisation des choix. Et l'autonomie, quand elle existe, est souvent un fardeau. En haut de l'échelle sociale, elle est un impératif très lourd d'indépendance. Le salarié de haut niveau est de moins en moins assisté et de plus en plus sollicité. En bas, l'autonomie se transforme en fragmentation et c'est la solitude des plus démunis, quand les liens au travail se défont. Ce que nous avons à faire dans les années qui viennent c'est donc bien à la fois de travailler à l'existence d'un seuil minimal, d'un revenu social garanti pour réduire la dynamique de l'exclusion. Et à la fois d'imaginer comment augmenter la possibilité des choix individuels.

C'est là que l'intervention d'acteurs sociaux nouveaux, qui ne sont organisés ni par la puissance économique ni par l'Etat, prend tout son sens : choisir c'est d'abord, concrètement exercer des contrôles. Contrôles pour que les droits soient respectés : droits des personnes, droits des groupes (type consommateurs, malades...), droits des minorités. Contrôles pour que la responsabilité sur la durée soit clairement prise en compte : conséquences technologiques, bio-éthiques... Contrôles pour que les décisions publiques donnent lieu à de vrais débats. Les formes de représentation actuelles sont donc appelées à évoluer et de nouvelles doivent apparaître. Entre la démocratie parlementaire à laquelle est farouchement attachée la gauche classique et la démocratie participative que pratiquent traditionnellement les Verts, toutes sortes de métissages doivent se faire, toutes sortes de nouvelles formes de médiations doivent apparaître. Il faut inventer des outils institutionnels pour approfondir le champ démocratique. La démocratie n'est pas un modèle fixe. Elle est au contraire mouvante et doit s'adapter aux nouvelles conditions de vie. La démocratie des individus est en train de se chercher et la troisième gauche verte doit être au cœur de cette construction. Elle doit contribuer à en faire un progrès, à rendre possible une véritable démocratie de l'autonomie individuelle, une démocratie dans laquelle chacun a le droit d'être le plus possible maître de son destin.

Quatrième défi : valoriser le droit à la différence ... pour une société plurielle

Nos sociétés sont de moins en moins homogènes. Elles sont non seulement segmentées socialement, mais également culturellement, et cela malgré l'uniformisation réelle des modes et des styles de vie. Les apports migratoires font des sociétés européennes des sociétés de plus en plus plurielles. Cette pluralité, cette diversité, les individus ne veulent pas la vivre uniquement dans leur espace privé. Ils aspirent à la voir reconnaître par la société. Cela ne veut pas dire que cette reconnaissance des particularités est contradictoire avec l'idée de cohésion sociale. C'est parce que les individus se reconnaîtront d'autant mieux dans un espace public national et européen qu'ils se verront reconnus dans leur particularité. Le fait de reconnaître que nous avons des passés différents est la condition même pour nous retrouver dans un avenir commun. Il faut donc en finir avec les conceptions universalistes abstraites qui ne correspondent plus au caractère pluraliste de nos sociétés et qui, de surcroît, deviennent productrices de fortes et nouvelles inégalités. C'est au nom d'un universalisme trop abstrait qui ne reconnaissait pas les différences entre les sexes que la France a pris du retard dans la représentation des femmes. C'est au nom de l'universalisme abstrait que la France ne compte pratiquement aucun leader politique d'origine maghrébine ou africaine. C'est au nom de l'universalisme abstrait que certains groupes conservateurs, de gauche comme de droite, refusent de prendre en compte la diversité des situations sociales et culturelles des enfants à l'école, quitte à favoriser la dualisation du système scolaire. C'est enfin au nom de l'universalisme abstrait que certains mènent un combat d'arrière-garde contre les langues régionales, alors que la préservation et le développement de la diversité culturelle sont les meilleures expressions de la richesse d'un pays. Cet universalisme abstrait a un corollaire : l'égalitarisme abstrait. Par égalitarisme abstrait, il faut entendre le principe d'égalité entre tous les citoyens indépendamment de leurs conditions de départ. Cette attitude n'est plus tenable. L'égalité n'a de sens que par rapport à l'équité entre les citoyens. C'est pourquoi partout où cela est possible, il faut soutenir culturellement et socialement plus ceux qui, au départ, se lancent dans la vie avec plus de handicaps et de difficultés. Certes, nous savons bien que certains libéraux veulent pousser la logique de l'équité le plus loin possible pour détruire toute idée de solidarité. Mais faut-il systématiquement renoncer à toute réforme dès lors que celle-ci comporte le moindre risque ? Quoi qu'il en soit, la troisième gauche verte veut définitivement émanciper la gauche de cette phobie du

pluralisme. Car non seulement elle ne correspond plus à l'évolution culturelle de nos sociétés, mais surtout, elle devient source d'aggravation des inégalités et de désaffection politique. Conservatisme culturel et conservatisme social s'entretiennent parfois mutuellement.

Cette nouvelle idée d'un pluralisme démocratique met au centre des préoccupations de la TGV l'expression culturelle. Le métissage des cultures se retrouve à la fois dans la littérature, dans le cinéma et la musique et c'est précisément ce métissage qui définit aujourd'hui l'identité culturelle européenne. Et défendre cette identité culturelle plurielle, c'est en fait défendre la démocratie à un niveau mondial contre toute tentative d'hégémonie culturelle.

L'Europe comme nouvel horizon du politique

Ces quatre défis évidemment sont indissociables de la construction européenne. Tout d'abord, ils concernent l'ensemble des pays. Et cela même si les cultures spécifiques créent des disparités qui peuvent empêcher le débat d'être général. Pendant la guerre du Kosovo, l'alternative pour ou contre l'intervention, pour ou contre l'option d'une intervention terrestre n'a pas pu s'établir de façon aussi claire en Allemagne. Son histoire créait une méfiance anti-militariste que l'on ne trouvait pas ailleurs.

De ce fait, ma position personnelle a été rejetée en bloc outre-Rhin, alors qu'en France elle a été, dans mon univers politique, immédiatement suivie, y compris par les amis verts habituellement pacifistes, car ils ont bien vu que ce n'était pas une position va-t-en-guerre et que, de plus, elle était fortement partagée par la société française. Inversément quand je dis en France que je suis libéral-libertaire, certaines personnes ont du mal à comprendre le sens politique que je donne au mot libéral. C'est un sens issu d'un mixte de philosophies politiques allemandes et anglo-saxonnes directement lié aux conceptions d'Hannah Arendt et à sa réflexion sur le totalitarisme. Le libéralisme - et je trouve important que ce mot ne soit pas confisqué par la langue économique -, c'est d'abord l'assurance que les institutions démocratiques fonctionneront, que jamais elles ne baisseront la garde devant l'autorité aveugle de l'idéologie, ni devant la puissance totalitaire. Ces deux exemples montrent bien comment des blocages existent encore et ne disparaîtront pas en un jour, mais comment aussi chaque pays européen peut se nourrir de la culture et de l'histoire des autres. Le vote qui, en juin dernier, s'est porté sur notre liste a été un vote explicitement européen : explicitement et gaiement européen ! L'Europe pour nous est une perspective optimiste. Contrairement à la plupart des acteurs politiques, y compris à gauche, nous ne la voyons pas comme une contrainte qu'il s'agit d'adapter le moins mal possible au contexte national. L'Europe nous paraît de toute évidence une chance culturelle. Elle constitue le seul espace dans lequel la régulation du marché comme les contrôles démocratiques que nous voulons faire émerger vont pouvoir prendre place. S'il en était besoin, l'exemple récent de l'Erika l'a prouvé : la sécurité maritime pays par pays ne suffit pas. Elle passe nécessairement aussi par une réglementation européenne. Cela est vrai pour l'ensemble des risques technologiques touchant aux conditions vitales : alimentation, santé, environnement.

L'Europe devient ainsi l'espace collectif dans lequel les citoyens partagent les mêmes risques. C'est en ce sens que nous faisons appel à la conscience critique de chacun d'entre nous pour éviter de voir la raison marchande dominer tout mode de vie. Et c'est en cela que la lutte contre les OGM est un enjeu de société capital, au même titre que l'exception culturelle.

Une société consciente des risques qu'elle encourt, "la société du risque", est une société où les citoyens refusent de faire aveuglément confiance à des "institutions techniciennes" qui connaîtraient mieux le bien commun. Sur ce plan, la TGV doit jouer un rôle décisif dans une gauche qui, par tradition, sacralise le point de vue de l'Etat au détriment d'autres sources de jugement et d'évaluation. C'est en démultipliant les sources d'information et d'analyse que l'on évitera la tendance de certains corps à monopoliser le savoir et à confondre leurs intérêts avec l'intérêt général.

Par ailleurs, la troisième gauche verte travaillera à la création d'une Constitution européenne se structurant autour de l'idée d'une Charte des droits fondamentaux des citoyens. Cette Constitution européenne doit incarner la rupture de l'Europe avec les moments les plus barbares de son histoire : les totalitarismes et les nationalismes. Et ce n'est qu'en soumettant cette Constitution aux citoyens par voie référendaire que les Européens pourront s'approprier définitivement la construction

européenne. Les objectifs de la France en ce qui concerne la grande réforme institutionnelle de l'Europe sont à l'image des positions frileuses des partis de la cohabitation pendant les élections européennes. Nous devons assumer en tant que troisième gauche verte avec les centristes résolument européens la responsabilité d'initiatives politiques pour mobiliser les citoyens devant le manque d'audace du couple Chirac-Jospin. L'Europe vaut plus qu'une simple campagne électorale !

La responsabilité spécifique des Verts

A ces quatre défis, s'en ajoute un cinquième qui s'adresse, à la veille des Etats Généraux de l'écologie politique, spécifiquement aux Verts. Ce défi est celui de l'ouverture démocratique. A l'intérieur de la troisième gauche verte, les Verts ont un rôle fondamental à jouer. A l'évidence cette nouvelle force politique ne se limite pas aux Verts, mais - et c'est tout aussi incontestable- ils en sont la structure politique qui en permet l'expression. C'est ce qui s'est passé en juin dernier. C'est ce qui doit se passer lors des prochaines échéances, à commencer par les municipales qui seront un test déterminant. A cette occasion, nous verrons si l'espace politique que nous avons ouvert existe ou non comme force électorale durable. Pour aller dans ce sens, deux conditions me paraissent essentielles. La première est que nous acceptions, et même mieux stimulions, un vrai débat avec ceux qui ont soutenu notre liste, et qu'à l'avenir nous définissions la place que nous leur accordons, y compris dans la constitution des listes pour les municipales, ce qui n'a pas été fait aux européennes. Ne tentons pas de les transformer en compagnons de route à la mode stalinienne. La composition du comité de pilotage des Etats généraux que nous avons initiés, leur fait une large place et cela est de bon augure. Serons-nous capables d'ouvrir nos listes à nos partenaires des européennes et, au-delà d'eux, à la partie de la société civile en général qui sympathise avec nous ? Nous devons éviter les sordides batailles de places réservées à tel ou tel courant ou sous-courant. Là où nous serons capables de présenter des "leaders naturels", nous devons les mettre en valeur. Et là où nous n'en avons pas, je propose de jouer collectif. Cela signifie la mise en place d'équipes au service d'un projet d'écologie urbaine et non de pseudo-têtes de listes au service de stratégies d'appareil. La deuxième condition est de bien définir notre relation aux autres forces politiques, de ne jamais renoncer à notre autonomie, tout en contractant les alliances nécessaires. Loin des gesticulations inefficaces de l'extrême gauche ou des écolo new age, nous sommes pour la participation à l'exercice du pouvoir et nous en avons désormais l'expérience. Cela ne nous donne toutefois aucune vocation à nous dissoudre dans la gauche plurielle...

Réconcilier l'espoir collectif et l'espérance individuelle

Evidemment sur tous les points que j'ai abordés dans ce texte, il faut de la générosité et du mouvement. Nous aurons tous à bouger et à nous ouvrir. Il y a là un impératif qui n'est pas forcément facile : celui de ne jamais renoncer à comprendre le monde. Il y a aussi beaucoup de plaisir. Plaisir de faire naître un nouvel espace politique, de le faire vivre de nos débats et de nos réflexions. Plaisir de participer à un moment historique, difficile mais crucial. Ce plaisir, nous pouvons le faire partager à de nouvelles générations d'acteurs politiques qui sont tous sauf indifférents vis-à-vis du social, et à des gens qui se tiennent éloignés des structures et des manières "politiciennes" mais gardent en eux le désir de réfléchir et d'agir ensemble politiquement. Pour répondre à ces attentes, et aussi pour faire évoluer notre rôle et notre statut d'hommes et de femmes politiques, nous devons reconsidérer non seulement le patrimoine théorique de la gauche, mais aussi toutes nos habitudes, toutes nos pratiques. La parité ne se décrète pas simplement à travers une loi, elle sous-entend une révolution culturelle dans l'organisation de la vie quotidienne. Un grand nombre de militants sous-estime la portée et la radicalité de cette nécessaire métamorphose. Nous devons vraiment chercher les moyens d'une véritable appropriation collective des débats politiques. C'est-à-dire une appropriation par chacun de ce qui se joue collectivement. C'est à la réconciliation de ces deux dimensions de l'intime et du public que nous devons travailler.

Aujourd'hui quand ces deux dimensions se connectent, c'est à l'occasion d'une catastrophe ou des dangers qui, à partir de lointaines décisions technocratiques, menacent la personne humaine. Pourtant elles doivent se jouer ensemble positivement pour que chaque individu ait non seulement l'avantage d'être relié aux autres, mais aussi celui d'agir sur son propre sort. Tous les débats collectifs ont des conséquences individuelles et chacun doit avoir le droit, sous des formes diverses, proches ou lointaines, d'y participer. C'est cette harmonisation fondamentale qui est en jeu désormais et que nous devons réussir. Le socialisme traditionnel, dans sa version autoritaire comme dans sa version libertaire, a toujours incarné l'utopie de l'émancipation collective, celle des

opprimés. En face, le libéralisme a longtemps eu le monopole de la liberté individuelle et du droit à la singularité. La chance qui nous est donnée - et aussi la responsabilité - c'est de dépasser cet affrontement historique. La troisième gauche verte est armée pour le faire. C'est le sens le plus profond qu'elle donne à son projet. C'est sa façon d'aborder le troisième millénaire : une façon qui permette vraiment de conjuguer ensemble espoir collectif et espérance individuelle.

Naissance d'une troisième gauche verte européenne

L'Europe devenant de plus en plus l'horizon de notre champ politique, je suis convaincu que l'émergence d'une troisième gauche verte dépend principalement de son ancrage européen. La gauche est politiquement majoritaire en Europe mais ce sont les idées néo-libérales qui exercent leur hégémonie culturelle sur le vieux continent. Toute la difficulté, toute la fragilité et toute l'ambiguïté de la gauche européenne se trouvent résumées dans ce paradoxe. Cette réalité de fait doit nous conduire à laisser de côté les débats abstraits sur la nature "sociale" ou "social-libérale" de la gauche européenne. Tous les partis sociaux-démocrates européens sont aujourd'hui des partis "sociaux-libéraux". Les seules différences viennent du fait que certains partis assument pleinement cette nouvelle donne tandis que d'autres l'ocultent pour des raisons historiques et électorales. En vérité, l'enjeu fondamental aujourd'hui n'est pas de se dire "social-libéral" ou classiquement socialiste mais de donner un contenu à la fois conceptuel et concret à l'idée d'une troisième gauche verte européenne en ce début du XXIème siècle.

C'est pour cela que j'estime nécessaire de prendre l'initiative de créer des clubs de réflexion et d'intervention à un niveau européen pour décloisonner notre horizon politique et théorique. La mise en réseau de la TGV européenne pourrait ainsi nous permettre de jouer collectivement notre rôle historique : relever le défi européen et ne pas laisser à la troisième voie l'initiative politique.

Entre Strasbourg et Bruxelles, le 21 février 2000

Je remercie tout particulièrement Christian Brett, Gabriel Cohn-Bendit, Mariette Darrigrand, Guendalina De Sario, Zaki Laïdi, Christian Michel, Mychelle Rieu, Joël Roman et Jean-Marc Salmon.